

L'aide publique au développement n'aide pas l'Afrique

Par Laurent Bigot (chroniqueur Le Monde Afrique)

Le Monde.fr Le 14.12.2015 à 12h43 • Mis à jour le 14.12.2015 à 15h27

L'[aide](#) publique au développement, aide-t-elle vraiment l'[Afrique](#)? En 2009, l'économiste zambienne Dambisa Moyo répondait par un non catégorique dans son livre *L'Aide fatale : les ravages de l'aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*. A la lumière de mon expérience de diplomate, je dois [avouer](#) que je ne suis guère plus optimiste. Selon Dambisa Moyo, l'Afrique aurait bénéficié de plus de mille milliards de dollars d'aide depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le débat n'est pas de [discuter](#) les chiffres car l'ordre de grandeur est de toute façon impressionnant quel que soit le montant réel.

L'efficacité de l'aide publique au développement a fait l'objet de nombreux ouvrages et études sans que jamais la question de la fin de l'aide ne soit posée. Les objectifs sont toujours quantitatifs, les fameux 0,7 % du PIB (produit intérieur brut). Mais quels sont les résultats ? Cet objectif en lui-même révèle le regard que pose la communauté internationale sur l'Afrique, un regard de commisération.

L'Afrique ne mérite-t-elle pas un objectif plus ambitieux, à [savoir](#) la fin de l'aide ? N'est-ce pas la vocation de l'aide publique au développement que de s'arrêter, signe qu'elle aura atteint ses objectifs ? Il est temps qu'une grande conférence internationale fixe le terme de l'aide, adressant au [monde](#) un message clair : l'Afrique peut [soutenir](#) son propre développement sans [être](#) assistée. Pour cela, il faudra [changer](#) les mentalités et ce ne sera pas une mince affaire.

Irresponsabilité généralisée

L'aide publique au développement est d'abord un business qui fait [vivre](#) des dizaines de milliers de fonctionnaires internationaux et nationaux mais aussi une myriade de consultants. Ils ont tous en commun un objectif : ne pas [scier](#) la branche sur laquelle ils sont assis et sur laquelle ils vivent grassement. J'ai toujours été fasciné par l'irresponsabilité que génère l'argent de l'aide publique au développement. C'est l'argent de personne. Tout [le monde](#) se comporte comme si c'était de l'argent créé ex nihilo.

Les bailleurs sortent pourtant ces sommes de la poche de leurs contribuables mais n'ont aucune exigence sur l'utilisation. Les bénéficiaires n'ont guère plus de considération pour ces sommes (parfois folles) qui tombent dans leur escarcelle sans grand effort (on se demande d'ailleurs s'il n'y a pas une prime au mauvais élève...).

Le [Mali](#) est à cet égard le meilleur (ou le pire ?) des exemples. Plus les autorités faillissent, plus l'argent coule à flot. Cette irresponsabilité généralisée est bien illustrée par l'[Union européenne](#) puisque le seul critère qui compte, c'est le taux de décaissement de l'aide. L'efficacité ? Peu importe. Je n'évoquerai pas les frais de fonctionnement de tous ces programmes (salaires, logements et protection des expatriés, flotte de véhicules 4x4...) ni la course effrénée aux per diem, ces indemnités journalières que versent les bailleurs aux fonctionnaires locaux pour [participer](#) aux missions, [ateliers](#), séminaires et autres joyusetés. Il y a même des ministres qui réclament leur per diem pour [inaugurer](#) tel ou tel équipement financé par l'aide internationale.

L'aide publique au développement vide les administrations locales de leurs meilleurs éléments qui sont recrutés par les agences des Nations unies et autres bailleurs pour **gérer** localement leurs programmes offrant des salaires plusieurs fois supérieurs à ceux servis dans la fonction publique du pays en question. Je ne m'étendrai pas non plus sur la course à la création d'ONG pour **capter** cette manne internationale.

Programmer la fin de l'aide

L'effet le plus pervers de l'aide publique au développement concerne la classe **politique** des pays bénéficiaires. L'aide est en effet une assurance tous risques pour leur incurie. Pourquoi s'efforcer d'établir des politiques publiques et **assainir** les **finances** publiques quand la communauté internationale vole toujours au secours des mauvais élèves ? Les dirigeants de nombre de ces pays ne sont plus comptables devant personne, ni devant les bailleurs qui ne leur demandent aucun compte, ni devant leur propre peuple à qui ils font **croire** que c'est la faute des **entreprises** étrangères, des grandes puissances et de la communauté internationale.

Je crois pourtant que certains dirigeants africains feraient bien d'ouvrir les yeux et de **cesser** de **prendre** leurs concitoyens pour des imbéciles. La jeunesse africaine aspire à être fière du continent auquel elle appartient. Elle aspire à un discours de responsabilité. Les nouvelles générations en Afrique ne doutent pas de leur valeur et elles ont bien raison. J'entends encore Fadel Barro, coordinateur du mouvement sénégalais Y'en a marre, me dire : « *Commençons par **faire** avec ce que nous avons plutôt que de **commencer** par **tendre** la main.* »

Le président malien Amadou Toumani Touré aimait aussi **rappeler** que la main qui reçoit est toujours en dessous de celle qui donne. La principale ressource en Afrique n'est pas dans le sous-sol, elle est sur son sol, ce sont ses hommes et ses femmes qui méritent bien mieux que le discours ambiant sur le « toujours plus d'aide » et qui méritent surtout bien plus de considération et d'attention de la part de leurs propres dirigeants. Organisons cette conférence mondiale pour **programmer** la fin de l'aide publique au développement car je suis convaincu d'une chose, c'est que l'Afrique n'a pas besoin de charité. Elle mérite bien mieux.

Laurent Bigot, ancien diplomate français, est aujourd'hui consultant indépendant. Il dirige la société Gaskiya (vérité en langue haoussa) spécialisée dans le conseil en stratégie sur l'Afrique.